



MENSUEL. — UN AN : 3 fr. LE N° : 0 fr. 25.

Réd.: R. MARTIN, Bourse du Travail, BREST (Finistère)

ANNÉ I. NUMÉRO 8. — Décembre 1934.

Sarre, ou Paix ?

En janvier 1935, aura lieu le plébiscite sarrois.

La Sarre est territoire allemand, cela est indiscutable ; cependant, les intérêts de quelques gros magnats de la métallurgie française exigent le maintien du régime actuel, et sans doute espèrent-ils pour l'avenir le rattachement définitif de la Sarre à la France.

Pourquoi un plébiscite ? Si la Sarre est allemande, pourquoi vouloir la séparer de l'Allemagne ? Pourquoi en faire la source de nouveaux conflits ? La Sarre est riche en mines et elle est convoitée par nos gros industriels.

Et la présence d'Hitler au pouvoir en Allemagne vient admirablement servir la propagande française dans la Sarre.

Il se trouve parmi les Sarrois une minorité communiste, socialiste et, en partie, catholique, résolument hostile au régime hitlérien — et cela se conçoit facilement. — Le rattachement à l'Allemagne serait pour ces gens, très probablement, le début de persécutions semblables à celles que leurs camarades allemands eurent à subir, et, en tous cas, très certainement la suppression des libertés chèrement acquises.

Et nous nous trouvons alors en présence de ce fait paradoxal : que sont actuellement alliés, pour des intérêts très différents, bien entendu, les gros magnats français et la classe ouvrière sarroise.

Nous voyons des journaux et des revues de tendance capitaliste prenant la défense de leurs adversaires sociaux et s'en faisant un prétexte à intervention en Sarre, soi-disant pour assurer la liberté du plébiscite.

Demain, si l'occasion s'en présente (et s'il le faut, on fera naître cette occasion), on mobilisera les ouvriers français qui voleront au secours de leurs camarades sarrois, opprimés par le méchant Hitler, le tout au profit de la grosse finance et de la grosse métallurgie.

Attention ! en 1914, on nous a fait marcher avec la soi-disante guerre du Droit et de la Civilisation contre la Barbarie.

Demain, se sera la guerre pour la défense des libertés démocratiques et républicaines.

Et le plus drôle (c'est une façon de parler) c'est que ceux qui nous lanceront (de Bordeaux ou de plus loin, comme en 1914) contre Hitler et ses bandes d'assaut, sont ceux-là même qui ont une admiration sans borne pour lui et son copain Mussolini et rêvent d'instaurer en France un régime semblable à celui qui courbe l'Allemagne et l'Italie.

Attention, travailleurs ! — socialistes, communistes, pacifistes, — il fallait trouver quelque motif valable pour vous faire marcher ! Il est tout trouvé :

Hier l'Alsace-Lorraine, le Droit, la Civilisation. Aujourd'hui la Sarre, l'Antifascisme...

Qu'en pensez-vous, camarades ?

DUFOR.

Terre Libre publie mensuellement les éditions régionales suivantes, rédigées et administrées selon le principe de la décentralisation fédéraliste :

Paris-Banlieue. — L. Laurent, 26, avenue des Bosquets, Aulnay-sous-Bois (S. et O.).

Est. — Correspondance : Boîte postale 174, à Colmar (Haut-Rhin). Libeller les mandats sans nom de destinataire.

Nord-Est. — Hoche Meurant, 1, rue d'Arcole à Croix (Nord).

Nord-Ouest. — E. Boclet, rue de Gamaches à Fressenneville (Somme).

Ouest. — R. Martin, Bourse du Travail, à Brest (Finistère).

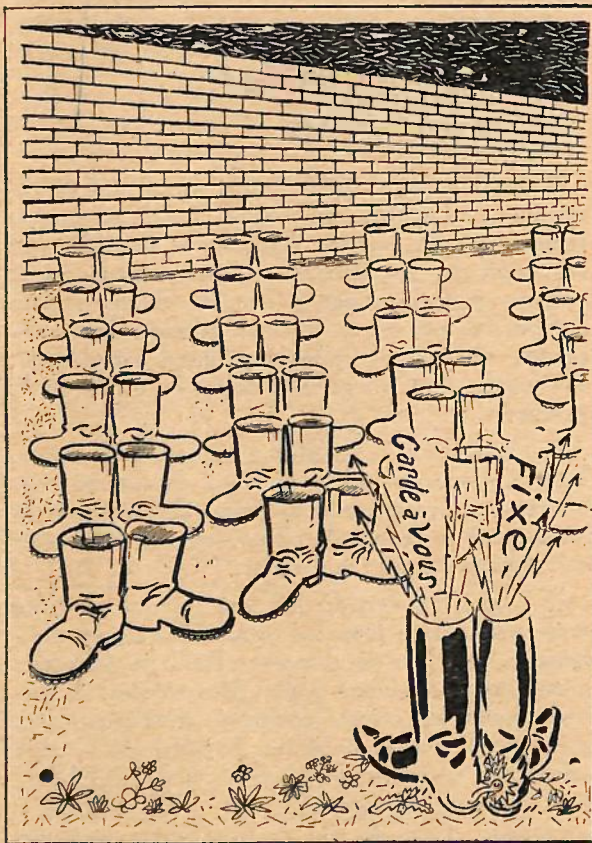
Sud-Ouest. — A. Reuilly, 10, rue St-Jérôme à Toulouse (Haute Garonne).

Centre. — R. Dugne, « Les Fichardies » au Pontel par Thiers (Puy-de-Dôme).

Midi. — A. Prudhommeaux, 10, rue Emile-Jamais à Nîmes (Gard).

L'État-caserne

(Dessin de George Grosz).



Idéal social de M. M. Bucard, de la Rocque, Taittinger, Kérisis, Herriot, Renaudel, Blum, Doriot et Thorez.

Une «bonne loi»

Depuis bientôt un an, le Parti communiste tient le gouvernement d'Union Nationale par le pan de jaquette et se traîne à ses talons. Il pleurniche, il exige, il supplie : « Protégez-moi contre les fascistes, pour l'amour de la démocratie. Je n'ai pas d'armes, moi. Il faut interdire les armes. Il faut désarmer les ligues fascistes par une bonne loi ! »

Cette « bonne loi » ; soyez contents Messieurs de l'Humanité, vous l'avez ! Comme toutes les lois, elle est une chaîne de plus aux poignets des hommes dignes de ce nom et un boulet de plus à leurs pieds. Flandin vient de promulguer — avec l'assentiment unanime de la Ligue des Droits de l'Homme et du Front commun — la loi sur la détention privée et le commerce des armes de défense. Désormais, nul ne pourra détenir une arme, sauf les officiers de carrière et de réserve, les policiers officiels et privés, les gardiens de la propriété et les citoyens bien-pensants que l'autorité préfectorale autorisera (en raison de leurs opinions et protections) à posséder les engins de mort nécessaires à la protection de leurs biens meubles et immeubles, coffres-forts, bijoux, châteaux, etc... D'où satisfaction générale de Messieurs les politiciens, presque tous châtelains ou aspirant à le devenir.

Au milieu de la joie générale, nous entendons des gloussements hystériques. Quelqu'un chiale à chaudes larmes. C'est encore l'Humidité (pardon : l'Humanité) qui se plaint de son propre succès de pleurniche à se fendre le cœur.

Figurez-vous que Flandin est un meuchant ! Flandin devait interdire le port et la détention des armes « seulement aux fascistes » ! Et encore pas à tous : aux fascistes anti-marxistes seulement. Car il en est d'autres : par exemple les nervis marseillais à la solde du Front commun qui ont lâchement attaqué nos camarades à la sortie de la Bourse du Travail, le 27 octobre dernier.

Ainsi donc, le « devoir » du gouvernement français était de désarmer tous les individus civils et militaires (du général Weygand jusqu'au dernier des sidis) qui n'auraient pas été en mesure de présenter un billet de confession signé par le R. P. Florimond Bonte et contresigné par son Eminence Carcel Machin. Après quoi, il ne restait plus qu'à revendiquer « l'armement du prolétariat », c'est-à-dire la remise au 120 rue Lafayette des armes ainsi confisquées. Et la révolution était faite. Quel dommage ! Quelle déception !

...Allons, ne pleurez pas, Marcel Cachin, nous ne sommes pas à Strasbourg ! Evidemment, on va pouvoir, grâce à la nouvelle loi, perquisitionner les demeures de prolétaires depuis les fondations jusqu'aux ardoises du toit. Evidemment, les contrevenants seront punis d'amendes qu'ils ne pourront pas payer parce qu'ils ne seront pas riches, et n'auront pas derrière eux les coffres-forts d'un Finaly ou d'un Hennessy. Et ils feront de la contrainte

par corps pendant que Messieurs les richards, flicards, soudards, oustricards et calottards seront armés jusqu'aux dents et s'exerceront au tir en rafale avec la permission des autorités. Et puis après ? N'avez-vous pas dit et répété que vous n'aviez pas d'armes ? N'avez-vous pas dit que vous n'en vouliez pas d'autre que « l'action de masse » (autrement dit les démonstrations pacifiques d'électeurs, encadrés par vos services d'ordre). N'avez-vous pas dit que les prolétaires qui osent posséder une arme sont des provocateurs ? Ne vous êtes-vous pas réjoui de l'arrestation, de la détention arbitraire, du jugement inique qui ont frappé notre camarade Saïl Mohamed, lequel n'avait d'autre tort que d'avoir sur lui un revolver empaqueté, et dans son logement un vieux flingot hors d'usage ?

Réjouissez-vous ! Désormais, tous les « provocateurs » iront en prison !

L'arrestation et la condamnation de Saïl Mohamed constituaient un viol des lois alors en vigueur. Aujourd'hui, la loi Flandin permet d'appliquer légalement les mêmes mesures à tous les prolétaires qui songent à défendre leur peau. Par contre, elle exempte en fait de toute perquisition et de toute répression les gens qui ont des biens à défendre, ainsi que leurs mercenaires officiels ou officieux : armée, marine, gendarmerie, police, détectives privés, gardiens, gardes-chasse, etc...

Nous sommes donc revenus au temps où les Jacques, les Gueux, les Hilotes, étaient dans l'interdiction de posséder du fer (« qui a du fer, a du pain », a dit plus tard Blanqui). Ce métal noble était réservé à l'équipement de pied en cap des hobereaux, gentilshommes et autres manieurs d'épées, qui se trouvaient ainsi détenteurs de la force et, par suite, du droit d'exploiter à mort la racaille et de bien vivre sans rien faire. Cela n'empêchait pas, d'ailleurs, les révoltes de paysans et de pauvres bougres qui remplissent les chroniques du Moyen-Age, tant en France qu'en Allemagne, Angleterre, Hollande, Hongrie, Russie, etc...

En U. R. S. S., on a cru trouver le moyen de tarir la source de ces révoltes en créant un Etat totalitaire avec une énorme armée de métier (qui n'est « rouge » que du sang des prolétaires de Cronstadt et d'Ukraine) et une vaste organisation politico-policière englobant des millions d'hommes. Là, comme en Allemagne, comme en Italie, Yougoslavie, etc., la loi de la terreur pèse nuit et jour sur toute âme vivante. Le flic et le bureaucrate sont rois. Mais en U. R. S. S., les exploités trimballent, une fois par an, au premier Mai, les fusils sans cartouches de leurs maîtres. La journée finie, ils déposent au vestiaire ces armes pour rire, et reprennent joyeusement leur chaîne.

Pourquoi les politiciens moscouitaires du Palais-Bourbon n'appliqueraient-ils pas ce principe en France même, comme amendement à la loi Flandin ?

Pourquoi les « masses prolétariennes » n'auraient-elles pas, une fois ou plusieurs fois l'an, leur défilé sur la Place de la Nation ou de la Concorde, sabre de bois au poing, fusil de paille au bras, en répétant en chœur le mot d'ordre favori du plus Vaillant des Couturiers : « Pour un œil les deux yeux ; pour une dent, toute la gueule » ?

...Les autocars de la Préfecture ne s'en porteraient pas plus mal, non plus que les affaires des Mécènes du fascisme. Et tout le monde serait content.

Une autre « bonne loi » à faire pour endormir la vigilance du peuple ? Inutile, Messieurs les députés. Les chefs du Front commun s'en chargeront !

A. P.

EN JANVIER PARAÎTRA

le premier numéro de la « Collection des Romans Humanitaires » :

LE CAUCHEMAR DU JUGE

par A. Fernandez Escobés.
(Traduit de l'Espagnol par S. V.)

Emile Jaillard, 4 rue des Roses, Paris 18^e.



S.O.S, Espagne !

On nous prie d'insérer l'appel suivant :
Economiquement, le monde est mûr pour l'Anarchie.

Jusqu'à ces dernières années, le problème crucial des sociétés humaines a été celui de la production. Il n'y avait pas suffisamment de richesses créées par l'homme pour que puisse être satisfait, — dans la liberté et l'égalité économique — l'aspiration au bien-être de tous. Aujourd'hui, grâce aux progrès scientifiques et techniques, les champs et les usines pourraient fournir, avec un effort n'atteignant même pas la limite de l'activité de l'homme des monceaux de richesses qui, sans les barrières douanières, seraient aisément réparties entre tous les continents. La formule : « A chacun selon ses besoins ; de chacun suivant ses facultés », résume non plus seulement un idéal, mais une réalité immédiatement accessible... économiquement.

Mais, psychologiquement, le monde est loin de l'Anarchie.

Il semble même s'en éloigner chaque jour davantage. A peu près partout, les peuples, désorientés, paraissent chercher leur salut dans le renforcement de l'Autorité, dans les dictatures blanches ou rouges. La mystique de l'Etat totalitaire envahit tous les cerveaux, et l'on oublie de plus en plus que la seule réalité vivante est l'homme, que méprisent tous les doctrinaires fascistes ou communistes et que, seul, le socialisme libertaire veut et peut sauver.

**

Dans cette universelle abdication, un îlot de résistance : l'Espagne qui, moins intoxiquée par le virus autoritaire, a dans ses groupes anarchistes et ses syndicats des effectifs assez nombreux, assez ardents, pour imprimer à une Révolution sociale l'empreinte libertaire. Partout ailleurs, les anarchistes ne peuvent qu'assister quasi impuissants, aux chocs entre fronts autoritaires de droite et de gauche.

La conclusion ? — Elle s'impose d'elle-même. Tout l'effort anarchiste mondial devrait se concentrer sur la péninsule ibérique. Ce sont surtout les moyens matériels de propagande et de combat qui manquent à nos camarades.

Il faudrait tenter de les leur fournir par des souscriptions dans tous les pays d'Europe et d'Amérique. Au lieu de disperser l'activité dans des entreprises sporadiques à peu près stériles, il faudrait porter les efforts conjugués de l'anarchisme international sur le point où l'ennemi est le plus vulnérable. Que manque-t-il pour que l'idéal libertaire devienne partout réalité ? — Un exemple ! L'exemple d'une société pouvant vivre heureuse sans maîtres. Le monde dans ce cas deviendrait vite mûr, psychologiquement, pour l'Anarchie.

Tout pour l'Espagne, pour que d'Espagne vienne la libération de tous !

J. LYG.

Silence aux patriotes !

(Souvenirs d'un Combattant)

V

CHARLATANS ET IMBECILES.

Combien de sinistres farceurs déversèrent, avant la guerre leur bave patriotique et clamèrent à tous les échos leur soif de revanche, pour ne retrouver du courage que dans leurs jambes, et cela dans direction opposée à la ligne de feu. Ils furent légion, les braves de l'acabit de ce de Waleffe, journaliste bien domestiqué, qui déclarait en 1914, après avoir joué son rôle de recruteur de chair à mitraille : « Je quitte mon journal pour chausser les lourds godillots qui me conduiront sur les routes de la victoire ! » Ce personnage était sans doute moins fort en topographie qu'en patriotisme, autrement il n'eût point cherché la victoire dans la région de Chartres comme il le fit !

Fumiste du même genre, le « grand Barrès », le chauvin par excellence, l'homme qui organisait des mascarades émouvantes sur la place de la Concorde et qui faisait fonctionner régulièrement ses glandes lacrymales sur le malheureux sort de l'Alsace-Lorraine broyée sous la botte germanique. Ce fameux comédien devait s'exclamer à la déclaration de guerre qu'il attendait depuis si longtemps : « je cours m'engager ». Il s'engagea, bien entendu, à rester au coin de son feu imitant la sage conduite de Poincaré, cet autre courageux Lorrain, qui se contenta de sacrifier la vie des autres et trouva le moyen de trépasser aux extrêmes limites de l'âge et du gâtisme.

Il faudrait des volumes pour citer tous les noms de ces détresseurs, de ces êtres à l'âme fangeuse qui cachèrent sous les loques tricolores leurs instincts de bêtes de proie. Ils sont trop !... et ils sont aujourd'hui au premier plan, ils occupent les premières places dans la société. Ah ! le crime leur a profité, à eux ; avec quel cynisme élaboussent-ils de leur mépris le meurtrier anonyme qui risqua bêtement sa peau pour édifier leur gloire — la seule vraie pour eux — celle de l'argent !

Quand je pense au drame que j'ai vécu, quand je songe à cette hideuse époque d'un cannibalisme déchaîné, je me demande, en vérité, si je rêve ! Ce drame effroyable a bouleversé ma vie, mes conceptions, mes idées. J'avais cru qu'il en aurait été de même pour l'immense majorité des hommes. J'avais cru que le monde épouvanté devait s'arrêter sur la pente fatale, tourner résolument le dos aux forces du passé, à la haine, à l'esclavage, et s'engager dans la véritable voie civilisatrice : celle de la science et de la fraternité. J'avais cru cela, oh ! l'espace d'un éclair, car je fus vite détrompé. Je comptais sur la colère de ceux qui avaient souffert — ils étaient des millions — pour balayer les institutions qui préparaient ainsi l'anéantissement des peuples. Hélas ! si la goutte d'eau parvient à creuser la pierre, la souffrance ne laisse pas de trace durable dans le cœur humain. Les hommes recommencent à prêter l'oreille aux chants de mort des fous et des cupides qui ont l'habitude de faire la guerre autour des cartes d'Etat-major ou en sablant le champagne.

L'imbécilité d'un peuple sert à provoquer l'imbécilité d'un autre peuple. Les nationalismes sont encore plus agressifs qu'avant 1914. Le mensonge est roi et le bourrage de crâne trouve le même crédit qu'autrefois. N'est-ce pas chose navrante que d'entendre chaque jour des miséreux, des « crève la faim », proférer des paroles de haine à l'adresse de l'« ennemi », de l'« étranger » qui se prépare à renouveler son agression contre « nous, contre le « pays ». Aveugles, ils ne s'aperçoivent point qu'il ne leur reste rien à défendre. Le capitalisme leur a tout pris. Et demain, il prendra leur carcasse déséchée par les privations et il l'enverra pourrir sur les « champs d'honneur »... pour que la gloire s'accumule à nouveau aux guichets des banques !

(à suivre)

L. LAURENT.

Société sans gouvernement

par EDWARD CARPENTER

LA LOI ET LA COUTUME.

Dans mon ouvrage intitulé « Prisons, police et châtiments » j'attaque, avec les documents à l'appui, la triple institution Loi, Police et Châtiment sur laquelle est basée notre société actuelle. Je démontre que cette institution est la source d'une multitude de maux — corruption, chantage, parjure, espionnage et mensonges, accusations erronées, souffrances et cruautés inutiles et voulues ; — que cette institution sanctionne et organise publiquement la violence ; qu'elle soutient et maintient directement et volontairement des iniquités aussi évidentes et étendues que le monopole de la terre, par ex. ; que, dans la plus grande partie des cas, sa théorie et sa pratique sont absurdes et contradictoires ; qu'elle paralyse le peuple qui se soumet à elle ou met en elle sa confiance (comme l'a écrit souvent aussi Herbert Spencer) ; qu'elle est, en grande partie, si vieille et « anachronique » qu'il semble maintenant, impossible de la réformer, du moins s'il s'agit de l'adapter à une fin humainement utile.

Je ne prétends pas que toutes ces attaques résolvent la situation de fait qui est la cause première de l'existence de telles institutions, ni qu'il n'y ait point de raisons qui plaident en leur faveur ; mais même s'il en était ainsi, les avantages à en retirer ne sauraient être assez grands pour arriver à compenser les désavantages et les maux qu'engendre le système pénal. A dire vrai, pratiquement parlant, chacun admet que la loi est un mal ; mais l'argument de défense est que c'est un mal nécessaire, dont on ne peut se passer parce que sans lui s'étendrait le règne du désordre, de la violence, du chaos social.

Assez curieusement, l'histoire des nations et des peuples prouve le contraire. Les premières formes tribales ont évolué dans la solidarité spontanée, et ont pratiqué l'« amitié sociale », sans recourir à un pesant et rigide système de lois. Chez quelques populations paysannes, de nos jours, en Irlande, en Suisse, en Suède, par exemple, se survivent des conditions qui rappellent, de loin, l'état primitif. Là, le joug de la loi, son fonctionnement, ses institutions, ne remplissent qu'un rôle secondaire dans la vie. Il est vrai que l'habitude remplit un grand rôle parmi les primitifs ; il paraît hors de doute qu'elle constitue l'épine dorsale ou le cadre de leur société ; mais la coutume est une chose très différente de la loi. La coutume est la loi à l'état embryonnaire — la loi rudimentaire, à titre d'essai. Pour dures, rigides, absurdes même que puissent être les coutumes de quelques tribus sauvages, elles sont beaucoup plus faciles à modifier que lorsqu'elles se sont ossifiées sous la forme d'une loi écrite, protégée par l'ancienneté et la solennité, soutenue par l'autorité et la force armée.

Que les sociétés humaines ne puissent subsister sans une certaine somme de coutumes, cela est à voir. Mais qu'elles puissent subsister et se maintenir ordonnées et viables sans loi écrite, sans les institutions qui en dérivent, nous n'avons aucune raison d'en douter. Car la coutume, pratiquée par un peuple raisonnable et modérément avancé, (qui a abandonné la grossièreté des temps primitifs) se manifeste sous une forme plus douce et, quoique exerçant une pression considérable sur les individus, se montre assez souple et adaptable aux évolutions de l'ambiance. Dans cette pression exercée par la coutume, nous avons à faire à une force aussi supérieure à la loi que la vie est supérieure à l'automatisme.

En notre vie sociale d'aujourd'hui, la coutume est limitée à un petit nombre de problèmes. Cependant il est des coutumes comme celle de la

« respectabilité » et celle de la « mode » qui exercent une très efficace tyrannie. Il n'existe pas de loi qui oblige au paiement des dettes de jeu et cependant ceux qui ne paient pas sont extrêmement rares.

POLICE ET JUSTICE SOCIALE.

Naturellement, habitués comme on l'est à recourir à la police en toute occasion, il est difficile de concevoir la vie sans cette institution. La vie sociale actuelle reposant en grande partie sur son existence, elle lui est indispensable ; sans elle surviendrait la catastrophe. Autrement dit, sans la police l'actuelle exploitation des pauvres ne serait pas possible, les énormes différences qui séparent la richesse de la pauvreté ne se produiraient jamais. — Sans les formes policières, en effet, la société basée sur les inégalités artificielles ne pourrait subsister. Prétendre que, parce qu'une certaine institution est nécessaire pour constituer et maintenir la société dans une forme anormale et anti-naturelle, la société ne pourrait exister sans cette institution, c'est un peu comme si l'on disait : « Puisque les dames de l'aristocratie chinoise ne peuvent se passer des bandages qui leur compriment les pieds, aucune femme ne doit pouvoir vivre sans ces liens ». Il est nécessaire de comprendre que nos formes sociales actuelles sont aussi fausses et inhumaines qu'un pied-bot artificiel ; quand nous aurons compris cela, nous remarquerons le peu d'utilité de ces institutions comme la loi et la police, dont la fonction et l'objectif principal consistent à maintenir et défendre ces infirmités sociales.

La principale difficulté qui se présente à l'esprit humain quand il s'agit d'une société libre et sans gouvernement n'est donc pas sa « désirabilité » — tout le monde reconnaît qu'elle est désirable et soi — mais sa *praticabilité*. Cette difficulté a ses racines dans la conception de la société actuelle. On sait qu'une lutte intestine pour l'obtention du pain quotidien est la force qui domine aujourd'hui, le principal stimulant de la production. On conclut de là que, sans gouvernement, la société se dissoudrait dans un chaos de banditisme et de fainéantise. C'est cette difficulté-là qu'il faut déraciner.

LA DICTATURE DE LA PEUR.

C'est pénible de l'écrire, mais c'est la crainte qui inspire la vie extérieure de la société contemporaine. Cela commence par le misérable salarié qui se lève avant l'aurore, part de sa maison quand l'appelle la « sirène » et, pendant neuf ou dix heures, quelquefois plus, pour un gain qui lui assure à peine la pitance, se prostitue à un labeur monotone qui ne lui procure ni intérêt ni plaisir ; la nuit arrivée, il retourne à son logis, trouve ses enfants couchés ; il mange et, fatigué, se couche pour recommencer le jour suivant ; s'il supporte une vie aussi monotone, inhumaine, vide de toute dignité, dépourvue de toute réalité, c'est parce qu'il se sent poursuivi par la crainte de mourir de faim.

Cela continue avec le commerçant qui n'ignore pas que sa richesse lui vient grâce à la spéculation, aux tromperies et aux mensonges du marché, et qui craint qu'elle s'en aille par le même chemin ; il se rend compte de ce que plus on est riche, plus se présentent de moyens pour se ruiner, desquels procède la surabondance de préoccupations et d'anxiété ; pour assurer sa position, il est forcé de s'abaisser continuellement à toutes espèces de combinaisons basses et troubles.

Enfin, sur la grande masse rurale du peuple, c'est le même démon qui étend ses ailes sinistres. C'est une anxiété fébrile qui donne le ton à toutes

ces vies. Il n'y a pas de place pour les joies naturelles, pour la vivacité d'esprit. Parcourons les rues des grandes cités d'Angleterre, vous n'entendrez chanter personne, à moins que ce soit pour récolter des sous. Il n'est pas un garçon de labour qui ose, aujourd'hui, siffler en creusant son sillon. Quelle est la fabrique d'où ne serait pas jeté à la rue l'ouvrier qui se mettrait à chanter au cours de son travail ? Nous sommes comme des naufragés qui grimpent sur les pentes d'un écueil. Les vagues font des ravages. Celui-là s'« aide » de la main, cet autre du pied. La panique est telle que l'on peut arriver à jeter en bas le voisin déjà en sécurité, et le malheureux tombe à l'eau. C'est certainement lamentable mais on ne peut rien y faire.

Au fond, cet état de choses n'est pas normal. Admettons que la lutte pour l'existence soit inévitable sous une forme ou sous une autre. L'histoire des siècles nous démontre que, sauf en des crises exceptionnelles, l'évolution de l'humanité n'abonde pas en scènes « d'anxiété » aussi générales ; l'étude des races indigènes que nous pouvons considérer en état de dégénérescence ne nous révèle nulle part l'existence d'une telle dictature de la peur...

DE LA PEUR A LA LIBERTE : LE TRAVAIL.

Il paraît donc concevable qu'un peuple qui ne serait pas abattu par l'obligation ni tourmenté par l'autorité brutale, se mettrait à produire, spontanément, les objets dont il aurait besoin. Cela ne veut pas dire que, du premier coup, le résultat serait harmonieux et parfaitement ordonné. Mais nous pouvons faire ici quelques observations destinées à examiner le problème de façon pratique.

Avant tout, chacun serait guidé dans le choix de son occupation par son inclination ou son habileté. L'augmentation de vitalité et d'initiative effective, procédant de cette cause seulement, serait énorme. Chacun serait, mieux qu'aujourd'hui, en situation de trouver le travail qui lui convient le mieux, et serait, ainsi, mieux guidé qu'il l'est actuellement. L'immense variété des goûts et des dispositions, dont sont dotés les êtres humains, susciterait une variété correspondante de produits spontanés.

En second lieu, le travail exécuté serait utile. Il est certain que personne, par sa propre impulsion, n'ouvrirait un fossé pour le remplir ensuite — et cependant une bonne partie du travail effectué de nos jours n'est pas plus utile.

Si un ébéniste confectionne une armoire, soit pour lui soit pour son voisin, il n'y a pas de doute que les tiroirs s'ouvriront et se fermeront. Et pourtant : les neuf dixièmes des armoires fabriquées selon la méthode du profit commercial sont faites de telle façon que leurs tiroirs ne s'ouvrent ni ne se ferment. Elles ne sont pas fabriquées pour être utiles ; elles sont fabriquées pour avoir l'apparence de l'utilité ; elles sont faites pour être vendues ; pour le marché et, par conséquent, pour laisser un bénéfice. Si, paraissant utiles quoique n'étant d'aucune utilité, elles répondent tout de même à leur objet c'est parce que cet objet est uniquement le suivant : empêcher le chaland d'aller ailleurs. Le gaspillage dont la communauté est victime à cause de faits de ce genre est énorme ; mais peu importe puisqu'il s'agit du bénéfice de l'exploiteur.

Dans une société libre, on travaillera pour ce qui est utile. Il est curieux de constater que le travail ne peut s'expliquer par aucune autre raison que son utilité. Naturellement, dans ce qui est utile, nous comprenons ce qui est « beau » parce

qu'il n'y a aucune raison pour établir une différence entre ce qui satisfait un des besoins de l'homme, comme la beauté et ce qui satisfait d'autres nécessités, comme l'alimentation.

Nous disons donc que l'idée du travail implique que le produit du travail réponde à quelque nécessité humaine. Mais, dans le commerce, il n'en est pas ainsi. *Le travail a pour objectif la vente et par conséquent le bénéfice.* Peu importe la qualité du produit, bonne ou mauvaise, pourvu qu'il remplisse cette unique condition. Dans une autre société, la tournure d'esprit différerait de telle façon de celle à laquelle nous sommes habitués, qu'il nous est difficile d'établir quelque prévision. Il n'est pas cependant difficile de se rendre compte que si l'on ne produisait pas, comme maintenant, pour l'amour de la *quantité* et si l'on ne travaillait pas pendant tant d'heures par jour qu'actuellement (et cela mécaniquement), les produits livrés à la consommation répondraient à leur utilité réelle et les résultats obtenus seraient bien différents de ceux résultant du jeu du système commercial actuellement en vigueur.

En troisième lieu, le travail réalisé dans ces conditions — comme l'affirma toujours William Morris — serait un « plaisir » ; un des grands plaisirs certainement de la vie. Cela transformerait entièrement le caractère du travail. Combien sont-ils, ceux qui trouvent plaisir et joie dans leur travail quotidien ? On pourrait, dans chaque cité, les compter sur les doigts ! Est-ce utile de vivre, si le principal élément de la vie — ce que le travail poursuit étant son élément principal — est une douleur ? Non, le sens véritable de la vie exige que le travail quotidien soit en lui-même agréable. C'est seulement alors que la vie vaut la peine d'être vécue. Si le travail est une joie, le produit du travail s'en ressentira ; la distinction entre le beau et l'utile disparaîtra ; tout produit sera une œuvre d'art. L'art « pénétrera » la vie.

La société actuelle est basée sur un système légal qui fait, grâce à l'appui de la loi et du gouvernement, de la propriété privée une institution privilégiée. L'homme de proie, le grand propriétaire territorial, terrorise le petit propriétaire. Le résultat de cet ordre de chose est une lutte âpre et continue pour la « possession », où la crainte est le principal facteur d'activité. Nous voulons mettre en relief une conception de la société dans laquelle la propriété privée, n'étant plus soutenue par aucune force armée, n'existera plus qu'à titre d'ordre de choses spontané, système dans lequel les facteurs dominants de l'activité ne sont ni la crainte, ni l'appât du gain, mais la communauté de vie et l'intérêt de vivre. En résumé : on travaillera *parce que* l'on aimera travailler, *parce que* l'on sentira qu'on pourra faire le travail avec soin, *et parce que* l'on saura que le produit de son travail sera utile, à soi-même et aux autres.

LA PERIODE TRANSITOIRE.

Soyons pratiques. Sur la possibilité d'une société libre et « communaliste », supposons que personne n'émet plus le moindre doute. La question à discuter est celle de la période transitoire. Par quelles étapes passerons nous ou devons-nous passer pour arriver à cette terre de liberté ?

Dans le cours des changements qui mèneront finalement à une société « sans gouvernement », et « absolument volontaire », il est probable que quelques institutions, basées sur la propriété, quoique dépourvues d'idéal, continueront à survivre pendant une longue période.

Faisons remarquer ici qu'il ne peut y avoir la moindre espérance de ce qu'un « idéal » de société *pure et simple* puisse être jamais réalisé. D'autre part un idéal, y compris le plus avantageux, est une chose incommode. L'idéal de Smith ou l'idéal de Brown peuvent convenir parfaitement, mais il est à peu près certain que l'idéal de Brown ne satisfera pas Smith tout comme celui de Smith ne satisfera pas un Brown. Nous voyons bien que la société s'oriente vers une forme communiste, mais nous espérons et nous escomptons que cette forme ne représentera l'idéal exact d'aucun parti ;

nous voulons que cette société soit assez vaste pour enfermer une immense diversité d'institutions et d'habitudes, y compris une importante survivance des formes sociales actuelles. On peut dire que, sous certains aspects, une entente généreuse sur la question du paiement des salaires, sur une base parfaitement démocratique, susciterait plus de liberté qu'un anarchisme amorphe dans lequel chacun prendrait selon ses besoins.

Avec le système des salaires, un homme pourrait travailler deux heures s'il reconnaissait pouvoir vivre avec un salaire adéquat, tandis qu'un autre pourrait travailler huit heures et vivre avec un salaire de huit heures s'il en ressentait le besoin. Chacun jouirait alors d'une parfaite liberté morale. Si le système de salaires n'existe pas, l'homme qui ne travaillera que deux heures pourra avoir le sentiment d'exploiter la communauté — la communauté pourra ressentir le même sentiment — tant et si bien que, pour se tranquilliser, il se forcera à travailler huit heures comme tout le monde.

Tandis que la monnaie subsistera longtemps encore, servant pour le paiement des salaires, l'achat et la vente, etc. ; elle perdra son caractère rigide d'usage obligatoire à mesure que la mentalité se transformera. Son usage pourra acquérir l'élasticité de la coutume, disposée à la transformation si le sentiment général le demande. La propriété privée perdra son caractère virulent et ne sera déjà plus qu'une affaire d'usage ou de convenance. A mesure que le temps passerait, les comptes, les actes, se convertiraient en simples formalités comme ce qui a déjà lieu entre amis.

En fin de compte ne subsisterait plus que la coutume... se transformant lentement. Une chose sûre est que la forme des sociétés de l'avenir sera plus vitale, plus organique, plus véritablement humaine qu'elle l'a été ou qu'elle aurait pu l'être sous la domination rigide de la loi.

CE QUE NOUS VOULONS.

Il est des millions d'êtres humains qui travaillent dix et douze heures par jour, dans des conditions odieuses, en échange d'un salaire insuffisant.

Il est des millions de vieillards qui, ayant alimenté la richesse publique et édifié des fortunes particulières durant une carrière de vingt-cinq, trente ou quarante ans, tendent aux passants une main calleuse et décharnée, ou sollicitent leur entrée dans les asiles.

Il est des millions d'enfants, beaux et innocents, qui manquent d'alimentation et de la culture indispensables.

Il est des millions de femmes, belles, naturellement aptes à inspirer et ressentir l'amour, qui vivent dans l'horrible et dégradante irrégularité de la prostitution.

Il est des millions d'êtres vigoureux qui cherchent du travail, et qui, sans travail, manquent de tout le nécessaire. Il est des millions de jeunes gens arrachés au champ, à l'atelier, à leur famille, à leurs amours, en prévision de tueries incompréhensibles et criminelles.

Il est des millions de malheureux que la misère, l'ignorance et l'oppression poussent fatalement à enfreindre la loi dirigée contre eux, et, comme conséquence, qui gémissent dans les prisons et les bagnes.

Toute personne d'intelligence et de cœur doit vouloir que cela cesse.

Intrigants, ambitieux investis d'un mandat par la candeur populaire, rusés et imbéciles revêtus du caractère de fonctionnaires par complaisance gouvernementale, pillent le trésor public qu'alimente le prolétariat. Les ministres d'un dieu ridicule appuient sur l'absurdité des dogmes et la métaphysique des croyances la domination d'une classe et les privilèges qui l'accompagnent.

En leur grande ignorance et dans leurs habitudes de servitude, les multitudes acclament celui qui les fouette et les écrase ; elles accourent respectueusement sur le passage d'un grand qui les méprise ou les flatte, et elles acceptent passivement les conseils des endormeurs et de ceux qui prêchent la résignation.

Tous les esprits libres et tous les cœurs généreux désirent que cela prenne fin. *Vivre, être heureux, être libres... c'est ce que veulent les anarchistes.* Goûter le bien-être physique qu'assure une alimentation saine, un bon vêtement et une habitation commode. Cultiver notre intelligence, développer nos connaissances, enrichir notre cerveau avec les notions acquises, réjouir nos regards à la contemplation des œuvres maîtresses de l'art et de la nature, procurer à nos oreilles l'enchantement des pures harmonies, étudier d'un esprit indépendant les problèmes de la vie, promener librement notre curiosité à travers le monde, penser ce que nous inspirera notre raison éclairée, et confier à notre bouche audacieuse le soin d'exprimer nos idées. C'est cela que nous voulons.

Et nous voulons aussi fonder le plus tôt possible un milieu social favorable au développement intégral de la personnalité humaine par le libre jeu des forces qui s'agitent en nous, et des passions qui nous impulsent, par le dégagement normal de nos affinités, par la noble radiation de nos sympathies. Nous voulons demander à la vie toutes les joies qu'elle contient.

L'HOMME EST-IL LIBRE ?

L'homme est libre ; le peuple est souverain et, cependant, sur son passage se dressent mille obstacles pour l'arrêter dans son chemin triomphal ; et, en dépit de la souveraineté du peuple, les fameux « souverains » gisent dans la plus pénible indigence.

L'homme est libre et, comme une insulte à sa liberté, on dresse des prisons mélancoliques, on proclame des bannissements, on dresse des échafauds.

L'homme est libre, et comme une bête indomptable, on le persécute et on lui donne la mort violente dans les massacres ou les guerres, ou bien on le fait mourir de consommation lorsqu'il ose s'élever au-dessus des multitudes, prétendant, tel un invincible titan, rompre le cercle de fer — formé par les préjugés séculaires et les « conventionnalismes » stupides — qui emprisonne tout le monde.

L'homme est libre, le peuple est souverain ! Et pour rendre esclaves le peuple et l'homme, on forge des lois criminelles ; pour noyer dans le sang les convulsions de la faim, on forme des armées.

L'homme est-il libre ?

Oh ! non, l'homme est esclave !

Note du traducteur :

L'argumentation de notre ami Edward Carpenter n'est certainement pas nouvelle ; mais la clarté de sa critique ne peut que fournir une excellente base de discussion à ceux que préoccupe l'élaboration d'une société meilleure. Sa thèse d'une période transitoire a trouvé déjà de nombreux partisans mais aussi un nombre égal d'adversaires. Pour notre part, nous ne partageons pas cette conception. Cette fameuse période transitoire, « *but* » de certains, évoque l'idée de la stagnation. Or, quoique sachant que la société libertaire ne peut jaillir des entrailles du sol *parfaite*, comme par magie, nous croyons à la possibilité d'établir une société libertaire dans laquelle sera aboli le salariat et tous les vestiges des institutions qui attentent actuellement à la dignité humaine. La gangrène autoritaire a déjà fait assez de ravages. Faut-il que nous fassions des concessions à cette peste qui mine l'humanité ! Nous croyons avec Max Nettlau à la *force créatrice de la liberté pure*. Nous croyons en elle et non pas en la nécessité de ces atténuations que nous appelons faiblesse. Nous pensons, au contraire, que la période présente doit être celle de notre « *effort libertaire* » plus conscient, plus complet et plus direct. La seule société viable ne peut être que la société libertaire, société qui réalisera dès ses débuts la *véritable égalité dans tous les domaines*, condition sine qua non de son acheminement constant vers des formes plus parfaites de l'anarchie. S. V.

— *Mais défendre la patrie ?*

— *Vanité ! Je ne vois d'un pôle à l'autre que des tyrans et des esclaves.*

DENIS DIDEROT (Le Neveu de Rameau).

Lu dans la Presse d'opinion et les Revues :

Contre toute Guerre et tout chantage à la Guerre.

Il est de notre devoir de mettre en garde l'opinion publique contre les dangers que font courir à la paix les excitations nationalistes et le chantage au péril extérieur dont se servent le gouvernement, la presse fasciste et les puissances économiques, pour accélérer la course aux armements, mais surtout pour imposer, dès à présent et à leur seul profit, une nouvelle Union Sacrée.

Plus particulièrement, nous appelons l'attention de nos camarades antifascistes sur la manœuvre qui veut concentrer la haine du fascisme sur certains gouvernements dénoncés comme les seuls gouvernements impérialistes, les seuls coupables d'armer à outrance, les seuls que leur politique conduise à violer le droit international et à déclencher la guerre.

Nous affirmons une fois de plus l'indispensable solidarité internationale de tous les antifascistes, dans la lutte que nous menons ; nous entendons aider les victimes du fascisme de quelque nationalité qu'elles soient. Mais ne laissons jamais exploiter cette solidarité contre aucun peuple ! La lutte contre le fascisme n'est jamais une lutte contre un prétendu ennemi du dehors. Le fascisme est pour chaque peuple l'ennemi du dedans.

Toute excitation guerrière sert le fascisme, car, même dirigée contre un peuple à régime fasciste, elle commence par soumettre au gouvernement national, même fasciste, ceux des opposants dont les sentiments nationaux prennent le pas aussi bien sur leur esprit critique que sur leur conscience de la solidarité internationale. L'antifascisme ne peut donc être la justification d'aucune guerre. La guerre est la catastrophe suprême, et nous nous refusons à la jamais considérer comme inévitable.

Nous luttons pour une entente internationale, contre les armements de tous les peuples, contre les alliances militaires, pour une politique d'apaisement, contre toute provocation.

Nous tenons pour provocation le braule-bas militaire que le gouvernement vient de susciter à ces frontières sarroises arbitrairement créées par le Traité de Versailles. Cette mesure ne peut s'expliquer que par le soutien d'intérêts qui ne sont pas ceux de la Nation, et par un besoin de diversion, à l'heure où le pays républicain se dresse contre les projets gouvernementaux.

Quels que soient les prétextes que pourrait invoquer le gouvernement, nous nous refusons en tout cas à accepter l'entrée des troupes françaises dans la Sarre.

(Motion votée à l'unanimité par le Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes, le 4 novembre 1934).

Libres Propos.

**

Les Démagogues du Cirque

« Les Nimois sont à demi-romains », a dit votre poète Jean Reboul. Ils veulent avec nous continuer la tradition du « panem et circenses » accordée gratuitement par l'Etat. (Discours du Dr Ribot, Maire de Marseille).

Le Midi est bougrement agité en ce moment. *Le Midi rebouge !*... Dans toutes les villes, de Bordeaux à Bayonne, à Toulouse, à Nîmes et à Marseille, ce sont des manifestations « formidables » des populations soulevées à la voix de leurs tribuns, nouveaux Pierre l'Ermite, pour une « sainte croisade », celle des « libertés méridionales menacées » !... 80 parlementaires, 300 communes et grandes villes, plusieurs dizaines de milliers de Méridionaux se sont levés, dit-on.

Peut-être croyez-vous que ces libertés, pour lesquelles a été déclenchée une si imposante mobilisation et qu'on est furieusement prêt à défendre « par tous les moyens », sont d'abord celle de vivre en travaillant, liberté de plus en plus menacée par le chômage et la vie chère ; ensuite celle de penser comme vous le voulez, de manifester vos opinions sur toutes les questions sociales et politiques, de vous syndiquer et de vous associer comme il vous plaît dans toutes vos formes d'activité, autre liberté qui est non moins mise en danger aujourd'hui par les mesures gouvernementales ; enfin la liberté de jouir de tout ce qui compose ce que M. le Président Doumergue appelait jadis : « le patrimoine de la République », et qui risque d'être emporté à plus ou moins brève échéance par un fascisme de plus en plus audacieux ? Non, il ne s'agit pas de cela.

Ce qu'on appelle les « libertés méridionales », pour lesquelles on jette feu et flamme, ce sont tout simplement et exclusivement les « corridas » ! Ce ne sont même pas les simples courses de taureaux, les jeux du taureau qui sont, ceux-là, de véritable tradition méridionale française, et que personne d'ailleurs ne songe à interdire : c'est uniquement la sanglante, l'ignoble « corrida », produit putride de l'Inquisition royale et cléricale d'Espagne !...

Or, chose étrange mais caractéristique, et qui devrait faire réfléchir le bon peuple, cette défense des « corridas » réalise une « union sacrée », un « front commun » qu'on ne vit jamais aussi étendu et aussi parfait pour la défense d'aucune liberté ! La fleur de lis y fleurit avec l'œillet rouge, le goupillon avec le triangle, les « honnêtes gens » du 6 février avec les « bandits » du 12, les aristocrates avec les sans-culottes, les suppôts de toutes les réactions philosophiques et sociales avec les défenseurs de tous les progrès ! Tout cela ne te suffit-il pas, ô bon peuple ! Et n'y verrais-tu pas plus clair aujourd'hui qu'il y a deux mille ans, quand les empereurs démagogues le distribuaient ignominieusement du pain et les jeux du cirque ?...

Ce « panem et circenses » dont on parle de « continuer la tradi-

tion », sais-tu ce qu'il était, ô peuple qui, paraît-il, es resté « à demi-romain » ?

Sa tradition, c'est celle d'un peuple abruti par tous les vices, qui ne fut plus capable de se défendre que par les armes de ses esclaves et de ses mercenaires jusqu'au jour où l'Empire s'écroula sous le flot des Barbares. C'est le règne démagogique, sur ce pauvre peuple des pires tyrans que le monde ait jamais connus, les Néron, les Commode, les Caracalla, les Héliogabale. Et savez-vous à quel état d'infamie et de honte était tombé ce peuple, qui ne voulait plus travailler et prétendait vivre des rapines de la guerre ? Lisez l'histoire ; elle vous dira ceci résumé par Elisée Reclus :

« La nation, que son impuissance même avait fini par désintéresser complètement de ses propres destinées politiques, n'avait plus de passion que pour les jeux sanglants du cirque. L'art dans le meurtre, tel était devenu le raffinement par excellence, et la tourbe romaine avide de spectacles, en discourait sayamment... Le besoin de voir souffrir était devenu tel que tout drame devait être non pas figuré mais réalisé matériellement. Pour rendre quelque intérêt au vieux personnage d'Hercule sur le mont Ata, il fallait aux Romains blasés que l'on brûlât un condamné à mort sur un bûcher véritable. »

Déjà, de leur temps, Juvénal et Sénèque, parmi nombre d'autres qui sont demeurés, avec eux, les seuls représentants d'une véritable grandeur de pensée romaine, avaient flétri l'ignominie du *panem et circenses*. Juvénal l'avait condamné en protestant, dans sa 10^e satire, contre la dictature :

Lui qui donnait jadis le sceptre consulaire,
Ce peuple prosterné devant son Souverain
Ne demande aujourd'hui que des jeux et du pain.

Sénèque ne fut pas moins indigné quand il écrivit contre les spectacles des belluaires et des gladiateurs : « Les cirques sont unanimes à nous recommander les crimes ».

Rêve-t-on de revoir, dans les arènes de la « Rome française », les sacrifices humains qui étaient les *circenses* de la Rome antique ? A défaut de chrétiens, qu'on ne livre plus aux bêtes depuis qu'ils ont fait de la croix l'enseigne de la boutique de Titus et que de persécutés ils se sont faits persécuteurs, il ne manque pas d'objecteurs de conscience, de réfractaires à l'adoration du sabre et des marchands de canons, de révolutionnaires et d'anarchistes qu'on pourrait, par une légère addition aux « lois scélérates », livrer aux bêtes pour la joie de la populace acclamant ses *imperator*es.

Rêve-t-on de revoir un Commode, gladiateur impérial, égorgant de ses propres mains, dans le cirque, des victimes bénévoles ?

Rêve-t-on d'assister à un de ces massacres de milliers d'esclaves, de ses admirateurs, dont s'amusait un Caracalla ?

Rêve-t-on d'illuminer de nouveau les arènes avec des torches vivantes et de faire flamber la « Rome française », comme flamba l'autre, pour donner un « beau spectacle » à un Néron ?

Rêve-t-on de revoir un Héliogabale nu représentant Vénus devant un parterre de prostituées et de tapètes ?...

Est-ce à cela que tu voudrais retourner, bon peuple du terroir français qui vis du pain gagné par ton travail et non de celui gagné par l'infamie ? Est-ce à une telle tradition que tu veux te laisser ramener par les excitateurs qui te versent la « gniole » d'une phraséologie perfide pour te faire revendiquer comme tienne la boucherie de la « corrida » ?... Il faut, véritablement, que ces excitateurs aient pour toi le plus profond mépris.

Les « libertés méridionales », on sait ce qu'elles sont devenues depuis six cents ans que le pays de langue d'oïl a asservi celui de langue d'oc, depuis que les cités, comme Marseille, ont résigné leurs antiques libertés communales au pouvoir des Louis XIV, depuis que la Révolution Française a fait l'unification administrative de la France, depuis que la police d'Etat a étendu ses pouvoirs sur les moindres actes de la vie municipale. Et c'est au nom de toutes ces libertés disparues, et qu'on ne revendique plus, qu'on se dresse aujourd'hui pour la défense de la « corrida » qui ne fut jamais des pays d'oc !... Ce serait risible si ce n'était sinistre et tragique.

Croyez-vous que c'est pour des « corridas » que vos grands-pères et vos pères ont été tués ou proscrits, que vos familles ont été décimées par les jugements des *commissions mixtes*, à la suite du 2 décembre 1851 ?... Non, mille fois non ! Des « corridas », la maléfique bande de ces « hommes pourris de dettes et de crimes », qui fit le coup d'Etat et que Gambetta marqua définitivement au fer rouge lors du procès Baudin, leur en aurait données autant qu'ils en auraient voulues, s'ils avaient consenti à n'être, devant elle, que les esclaves honteux du cirque, s'ils n'avaient pas voulu demeurer des hommes libres.

Ce n'est pas au cri de « *Panem et circenses !* » qu'ils sont allés à la bataille, pas plus que n'y alla la foule immense des révoltés et des martyrs dont le sang a fécondé la terre de tout temps, les Bagaudes, les Albigeois, les Camisards, ceux de 1789-93, ceux de 1851, ceux de 1871 : c'est au cri sublime que Prométhée icla jadis à tous les dieux qu'on dit vous être « favorables » aujourd'hui : « *Vivre libre, ou mourir !* ».

Ce n'étaient pas des jeux qu'ils demandaient en même temps que du pain. « *Du pain ou du plomb !* » disaient-ils. Ils voulaient « *Vivre en travaillant ou mourir en combattant !* ».

Et vous accepteriez, aujourd'hui, qu'on vous ramenât au *panem et circenses* et qu'on vous ravalât au niveau de la tourbe romaine !...

Braves gens, je vous plains.

Si un jour peut-être très proche vous êtes obligés de vous lever comme vos pères pour défendre, avec votre vie et votre pain, votre véritable liberté, il sera curieux de voir de quel côté de la barricade prendront place les *démagogues du cirque* !

(Le Semeur).

EDOUARD ROTHEN.

Un tiré à part de cet article, sous forme de tract, est à la disposition des propagandistes (8 fr. le cent) aux bureaux de « Terre Libre », à Nîmes.

Choses d'Espagne

REFUGIES ET PROSCRITS

...arrivent journalièrement dans nos groupes de la région frontalière, à Perpignan, Bayonne, etc... et sont dans le plus complet dénuement. La solidarité des camarades français, peu nombreux et dont beaucoup sont chômeurs, s'exerce pour eux sans relâche. Mais on voit arriver le moment tragique où, faute de place, faute d'argent, il sera impossible de rien faire. Il en est de même dans plusieurs centres et lieux de passage qui marquent les étapes des persécutés sociaux, Toulouse, Bordeaux, Béziers, Montpellier, Nîmes, etc...

De toute urgence, il faut créer un fonds de secours. *L'Alliance libre des Anarchistes du Midi* fait un pressant appel en ce sens et demande à tous les camarades de lui faire parvenir leur cotisation, si modique soit-elle. A chaque souscripteur d'au moins 5 francs, il sera envoyé pour 5 francs de brochures de propagande, jusqu'à épuisement de nos stocks. Nous ferons parvenir les sommes recueillies aux groupes qui en ont le plus besoin, et ceux-ci veilleront à les utiliser pour le mieux.

Adresser mandats et correspondance à A. Prudhommeaux, 10 rue Emile-Jamais, Nîmes (Gard).

LA TORTURE EN ESPAGNE.

L'inquisition n'est pas morte en Espagne ; les tourmenteurs de la République espagnole s'emploient à faire revivre les mœurs infâmes des disciples de Saint-Dominique. Après la révolte courageuse des mineurs des Asturies, une répression impitoyable s'est abattue sur la classe ouvrière de cette région. On nous signale des faits d'une atrocité impossible à décrire. Dans les cachots, la torture est appliquée avec la plus raffinée cruauté. Des hommes furent tués à coups de crosses par les brutes de la « guardia civil ». On compte des milliers de fusillés.

La réaction se trompe grossièrement lorsqu'elle croit asseoir sa domination par ces moyens abominables. Depuis Montjuich et les tourments pratiqués au temps de la tant célèbre « Mano Negra », les tortionnaires du Peuple espagnole n'ont pas manqué, mais ils n'ont pu réussir à arracher du cœur de ce peuple l'intense désir de liberté et de justice qui pousse les hommes à la révolte et qui fera un jour germer, dans le sang des victimes, une société meilleure.

A Séville, en 1921 et en 1923, on martyrisait, dans les bureaux de police, les ouvriers qui étaient trouvés porteurs du carnet de la C.N.T. Pour leur faire avouer des crimes qu'ils n'avaient pas commis, on leur tordait les testicules, on leur faisait brûler les cils avec des allumettes, on les dépouillait de leur habits et on les frappait à coups de nerfs de bœuf jusqu'à ce qu'ils eussent perdu connaissance. Beaucoup se suicidaient pour échapper à la torture. C'est ainsi que notre ami Juan Alfaro fut trouvé un matin pendu dans sa cellule... C'était à Séville, cité chantée pour son doux ciel par les romanceros !

A cette époque, la mère de la militante Lola Carmona, une pauvre vieille presque aveugle et qui pouvait à peine se tenir debout, fut aussi martyrisée. Les misérables clabauds voulaient qu'elle avoue qu'un tonneau de dynamite était caché dans sa maison. Pleurant et tremblant, la pauvre vieille répondit qu'elle ne savait rien de cela et devant cette constante négation, ils la jetèrent sur le sol, la laissant sans connaissance.

La Bruyère a dit : « Le tourment est une invention merveilleuse et sûre pour perdre un innocent débile et sauver un coupable robuste ». Cela les tourmenteurs ne l'ignorent pas, mais leur but est de régner par la terreur et non de chercher à rendre la justice. Aveugles, ils ne voient point qu'ils poussent eux-mêmes à l'abîme leur régime de boue et de sang.

S. V.

LETTRÉ D'UN SOLDAT.

Depuis deux jours nous sommes rentrés en territoire Asturien, et déjà nous avons subis des pertes.

Je voudrais te citer les noms des localités traversées par notre régiment et je ne le peux parce que je me demande ce qu'on ferait de moi, si ces quatre coups de crayon tombaient devant les yeux de nos officiers.

Dès le premier village asturien que nous avons traversé, à tous les carrefours des banderoles nous disaient : Soldat ! Enfant du Peuple, révolte-toi ! Mets ton fusil au service de la Révolution sociale !

Dès ce moment, notre calvaire commença. Défense de parler entre nous ; si, au cours d'étape, un soldat faisait n'importe quel signe à un autre, il se faisait abattre d'un coup de revolver par nos officiers ; deux soldats de ma compagnie qui avaient été chercher à manger à une maison, furent abattus sur le chemin de retour par le sergent, et des officiers qui les surprirent en train de parler aux civils. Pendant le repos, on nous oblige à nous écarter à un mètre cinquante l'un de l'autre, pour nous empêcher de parler. Hier soir, nous avons couché dans une vieille fabrique ou ferme, toujours à la même distance. Les gradés montent la garde constamment et si, en te retournant dans ton sommeil, tu approches d'un camarade, on te remet à ta place à coups de pieds dans les côtes et toujours sous la menace du revolver. On nous craint autant que les mineurs et pourtant je ne crois pas que nous pourrions faire quelque chose ; deux mitrailleuses nous suivent et les servants sont des gardes d'assaut ! La peur chez nos officiers est telle que pour rien, pour une ombre, pour des feuilles qui remuent, on nous fait déployer en tirailleurs et brûler des centaines de cartouches.

Le bruit court qu'après notre passage dans les pays, les gardes d'assaut font des « razzias » et massacrent tous les hommes valides.

Je te donne cela sous toutes réserves, c'est les bribes d'une conversation entre officiers que j'ai entendue.

Dans le fond, nous ne voyons rien, ne savons rien en dehors des massacres des nôtres par nos officiers.

Qui sait si d'un moment à l'autre nous ne tomberons pas sur des révolutionnaires, et alors les rôles pourraient bien changer.

Bien à toi :

Tu sais qui.

FRAGMENT DE LETTRE D'UN ANARCHISTE.

...Si les autres provinces avaient tenu bon deux jours de plus, la véritable révolution sociale aurait été faite dans toute l'Espagne. Nous pensions partir d'ici et envoyer sur Madrid une force révolutionnaire de 15.000 hommes, dotés de toute sorte de matériel de combat : fusils, mitrailleuses, et canons ; tu peux croire que nous ne perdions pas notre temps en discussions, comme vous faites trop souvent en France. Dans les quelques jours que nous sommes restés maîtres de la situation à la Felguera, nous avons équipés vingt camions blindés ; l'usine de la Vega travaille jour et nuit à la fabrication d'obus et cartouches de fusil, et partout où nous avons surpris des soldats de l'armée de la Péninsule, ils nous remettaient l'armement dont ils étaient porteurs, sans mêmes essayer de se défendre...

La cause de notre défaite provient peut-être bien de notre bonté. Tant que nous avons cru que toute l'Espagne était dans nos mains, nous avons été trop humains envers ceux qui, quelques jours après, devaient tuer au couteau les révolutionnaires blessés qui se trouvaient à l'hôpital d'Oviedo.

Quand nous nous sommes sentis seuls, nous avons tenté le tout pour le tout et alors, nous avons agi impitoyablement : tout garde civil pris les

armes à la main nous le fusillions s'il s'était servi de son fusil ; ceux qui n'avaient pas tiré, nous les désarmions et même certains s'enrôlèrent parmi nous. Comme je faisais l'estafette, je su que trois sections de gardes d'assaut qui marchaient sur Avilas furent faits prisonniers par nos camarades, et comme déjà ils avaient commis des atrocités, les camarades, impitoyables, les ont fusillés ; le capitaine qui commandait le détachement leur épargna cette corvée en se faisant sauter la cervelle lui-même.

Depuis deux jours je suis en sûreté et je peux soigner quelques blessures qui, sauf complication, seront vite guéries — toutes sont à la tête.

Depuis vingt jours je n'avais pas lu un journal. Le premier qu'un camarade me lisait, je n'ai pas pu me retenir et je l'ai déchiré en morceaux. La canaille de la plume est beaucoup plus dégoûtante que la légion Marocaine et que tous les tas de bandits qui gouvernent l'Espagne.

Maintenant tu sais où je suis, ne m'écris pas tant que je ne te le dirai, tu comprends le pourquoi.

LES MIRACLES DE LA RELIGION.

Extrait de la presse catholique espagnole, après l'entrée des troupes gouvernementales à Oviedo :

« En l'église des Trinitarios, rue del Principe, plusieurs messes ont été dites pour l'âme de l'infortuné prêtre José Villanueva, d'Oviedo, lequel a été, ainsi que l'ont relaté les journaux, victimes des atrocités révolutionnaires. » — *El Cruzado Espanol*, Madrid.

Quelques jours après, télégramme du correspondant asturien de Gil Robles à son journal ultracalotin, *El Debate*, organe du parti fasciste :

« Les informations publiées sur la mort de Don José Villanueva ne sont heureusement pas exactes. Bien que les rebelles aient pénétré dans sa maison après avoir détruit la porte à coups de hache, ils n'ont fait, par un miracle de la religion, aucun mal au prêtre. » — *El Debate*, Madrid.

Après le prêtre ressuscité, voilà l'histoire des enfants aux yeux crevés, qui, miraculeusement aussi, recouvrent la vue. Les journaux *Informaciones* et *El Debate* lançaient au lendemain des troubles la nouvelle selon laquelle des enfants de gardes civils auraient été mutilés par les rebelles :

« Comme le montre notre gravure, reproduction d'un croquis pris sur place, nombre de ces enfants ont les yeux crevés. Ces petits resteront à jamais aveugles, et témoigneront toute leur vie du degré de cruauté auquel peuvent atteindre... (etc, etc...) » — *Informaciones*.

Cependant, une commission sanitaire, dirigée par le Dr Espinosa, de l'Institut de Puériculture d'Oviedo, ayant parcouru les Asturies à la recherche de ces malheureux enfants, vient de faire connaître, par la bouche de son président, le résultat de son enquête. Le voici :

« Jusqu'à ce jour, déclare le Dr Espinosa, dans une note écrite, la Commission d'enquête dont j'ai eu l'honneur d'être nommé président, n'a trouvé, reçu, ni vu aucun enfant présentant des lésions de quelque nature reçues confirmant en tous points le résultat de notre que ce soit. Toutes les recherches et tous les rapports propre enquête, dans la province des Asturies, et notamment dans les centres du bassin minier. » — *El Liberal*, Madrid.

Bien entendu le tableau des « atrocités révolutionnaires » eut été incomplet sans un petit récit de religieuses violées, puis dépecées, brûlées vives, etc... Parmi les victimes de ces actes de sadisme enfantés par l'imagination cléricale — la presse madrilène était unanime à citer les sœurs du couvent et de l'hôpital St-Vincent-de-Paul d'Oviedo.

L'envoyé de l'agence *International News Service* eut l'heureuse surprise de trouver les bonnes sœurs en bonne santé et aussi intactes que si rien ne s'était passé. Reçu par la supérieure de l'établissement, il enregistra la déclaration suivante :

« Dès les premiers jours de l'insurrection, les chefs des rebelles se sont présentés à l'hôpital et m'ont demandé de soigner leurs camarades blessés. L'un de ces chefs m'a dit : « Laissez-nous entrer, et il ne vous sera fait aucun mal. » Bien entendu, nous soignons les blessés, et aucune des vingt-cinq religieuses qui sont ici sous mes ordres n'a été molestée. Bien plus, les malades qui étaient déjà en traitement chez nous ont été laissés à leur place, malgré la pénurie des lits. » — *Heraldo de Madrid*.

Instabilité

Depuis que l'homme connaît l'éternité de la Vie, la continuelle agrégation et dissociation de ses molécules, l'apparition et l'évanouissement incessants de ses formes, il est entré dans une tourmente désespérante.

A la quiète idée d'un monde fini, dont il occupait le centre, a succédé l'angoisse de l'éternel devenir, creusant un vide noir en son âme, où gisent les Dieux morts et les paradis écroulés.

La lumière de la connaissance lui fit voir l'instabilité perpétuelle de la vie, qui édifie et détruit sans relâche ; elle lui montra la place infime qu'il y occupe, et sa fragilité. Prisonnier de ses forces ignorées, jouet de ses obscurs vouloirs, il est condamné à bâtir dans sa mobilité, à l'aide de ses croyances momentanées et de ses rêves fugitifs, son existence désireuse de stabilité, sans que l'espoir d'arriver à un but, où il goûterait le repos définitif, vienne alléger sa lassitude.

L'infiniment petit scruté, le macrocosme contemplé, lui ont appris que, sous peine de déchéance et de disparition, les organismes ne peuvent cesser d'évoluer et les astres de décrire leur orbite dans l'espace ; les uns tendant leurs efforts, les autres précipitant leur course vers un point invisible à jamais inatteignable. Il en a acquis la certitude qu'il lui faut marcher sans atteindre le terme de son voyage. Le long de sa route rocailleuse, seules les haltes lui sont permises où il souffle et reprend quelques forces. A peine délassé, il doit repartir vers l'horizon élargi de sa pensée.

Il combat pour réaliser un idéal, il s'acharne à détruire les erreurs des « vérités » caduques. Demain, c'est la sienne qui, ternie, connaîtra la décrépitude. D'autres viendront qui l'abattront et rebâti-

ront, sur ses décombres, un nouveau temple destiné à l'effondrement ; parce qu'il en est au domaine de l'esprit comme en tout autre : tout ce qui apparaît est voué à la vieillesse et à la mort.

Dans l'âpre poursuite de l'idéal, l'homme se dépouille des idées vieilles qu'il a chéries et les abandonne pour s'élancer vers de nouvelles, en lesquelles il espère pouvoir l'atteindre. Il s'exténue à le vouloir conquérir et il meurt sans avoir pu assouvir son ardent désir qui, à chaque tentative de possession, sent glisser entre ses bras la forme mouvante de son rêve. Meurtri, s'il ne cède pas au découragement, il essaiera pourtant, demain, d'enlacer une de ses apparences encore plus éblouissantes, car, en ses espoirs déçus, il trouve l'impulsion qui le fait se hisser toujours plus haut vers les sommets de la Pensée.

Chacune de ses étapes l'amène à une plus grande clarté, chacun de ses tourments lui apporte plus de compréhension et chacune de ses souffrances plus de force.

Sans dogmes sur lesquels s'appuyer, sans mythes pour bercer sa détresse, il marche sans un appui sur l'abrupt sentier de l'Idéal. Dépouvé de consolations, mais riche d'une énergie éprouvée, c'est alors qu'il découvre, en lui-même, sa raison de vivre puisée dans la joie de l'ascension. Qu'importe s'il a, toujours, devant lui une cime plus haute à atteindre ? Il s'éloigne de l'atmosphère délétère des vallées où les ténèbres règnent sur les cerveaux et les cœurs. Il monte vers une lumière qu'il découvre toujours plus brillante, trouvant, dans l'instabilité même de toutes choses, la condition nécessaire à son évolution.

JULIETTE WITHOUTNAME.

Sommes-nous à la veille d'une Révolution ?

A quels phénomènes pouvons-nous reconnaître la possibilité d'un développement révolutionnaire ? Comment se caractérise l'approche de la révolution ? Sommes-nous au seuil de la révolution mondiale du prolétariat, ou bien en sommes-nous séparés par une longue série d'années ?

Dans la réponse à ces questions, il y a deux écueils à éviter. Le premier est de prendre sa propre impatience pour une loi de l'histoire. Le second est de méconnaître le mouvement réel de l'histoire et de se détourner de la révolution parce qu'elle se présente sous des aspects que nous ne sommes pas préparés à reconnaître. Les prolétaires en révolte contre le capitalisme et l'Etat, toutes les fois qu'ils ont obéi aux nécessités qui ne leur laissent le choix qu'entre l'expropriation de leurs affameurs et une mort misérable, ont été qualifiés d'émeutiers, de brigands, de rebelles, de saboteurs payés par la contre-révolution pour faire avorter l'action organisée et compromettre la marche au socialisme, pour discréditer le mouvement, en rompre l'unité, etc... Ces calomnies ont été acceptées d'une façon si générale, que partout l'avant-garde a été moins écrasée par l'ennemi que par le gros de la troupe. A la manière du roi Philippe, chargeant sa propre « piétaille » en tête de ses lourds escadrons ! Les révolutions politiques en chaque circonstance ont cependant été l'œuvre de ces enfants perdus du prolétariat révolutionnaire ; c'est grâce aux « extrémistes » qu'en 1793, 1830, 1848, 1871, la classe tout entière a pu occuper de nouveaux terrains. Il en a été de même dans les révolutions qui ont donné en Europe le pouvoir à des gouvernements socialistes, qui en Russie ont assuré le triomphe du bolchevisme et en Chine celui du Kuomintang. Cela est si vrai que l'écrasement de l'avant-garde, accomplie par les Thermidoriens de tout poil, loin d'assurer la sécurité des conquêtes accomplies, en a aussitôt provoqué la perte, et que les vainqueurs n'ont pu échapper à leur propre destruction qu'en pactisant avec la réaction la plus extrême. C'est le propre de la révolution sociale : dès qu'elle cesse de s'étendre et de s'approfondir, rien n'en subsiste plus ; elle retombe d'elle-même à l'ordre bourgeois.

Aussi l'avant-garde ne peut-elle triompher de la réaction qu'en détruisant et en vidant de leur contenu les organisations des « modérés » qui ne représentent un renfort de classe que par la libération de leur base

prolétarienne, mais qui, dans leur essence, ne peuvent servir que la réaction.

Comment se fait-il que tant de partis, d'organisations prolétariennes et révolutionnaires de toutes sortes, groupant l'élite la plus instruite et la plus cohérente, éclairée par la théorie, dirigée par les plus hautes capacités, encadrant parfois des masses immenses déjà exercées dans la pratique de l'action collective et de la solidarité de classe, se soient placés dans une position où ils se sont, du jour au lendemain, transformés en forces contre-révolutionnaires, et cela presque à chaque tournant brusque de l'histoire ? Comment se fait-il que ceux-là même qui reconnaissent comme des exemples historiques impérissables les insurrections et les communes du passé, se soient comportés comme des ennemis de celles du présent, en sont même dans la plupart des cas devenus les bourreaux, et cela au nom même des intérêts révolutionnaires de leur classe ?

Partout, dans les années qui viennent de s'écouler, c'est au nom de la révolution et de ses intérêts supérieurs que les mouvements spontanés de la masse ont été étouffés. La discipline socialiste et syndicale a servi à lancer des millions de prolétaires à la tuerie ; elle a servi à les y maintenir jusqu'au bout ; elle a frappé impitoyablement les communistes, extrémistes et libertaires de tous les pays : les prolétaires chinois, autrichiens, hongrois, hindous, ont été ses victimes.

Ce qui précède nous permet déjà de formuler certaines affirmations concernant les signes avant-coureurs et les conditions de la révolution prolétarienne. Un de ces signes, une de ces conditions, c'est l'indépendance de la tendance la plus extrême, la réunion des avant-gardes dans une organisation propre, menant sa propagande et son action sur un terrain nettement distinct.

L'avant-garde militante, par sa conception de la situation et des tâches, incarne ce contraste décisif spécial aux couches les plus misérables de la ville et de la campagne et généralise leurs intérêts comme étant ceux qui serviront de base à la constitution des travailleurs en classe révolutionnaire, par le développement implacable de la crise mortelle du régime. Elle occupe donc une position bien déterminée vis-à-vis de la masse : cette situation se confond à chaque instant avec celle des individus qui représentent dans la masse l'insurrection ouverte contre le régime ; l'avant-garde est la partie de la masse qui se considère comme en état de révolution.

Le Mouvement Anarchiste en Chine

Un mouvement anarchiste assez important existe en Chine depuis plus de trente ans. Plusieurs journaux anarchistes ont œuvré pour la diffusion de nos idées : quotidiens, hebdomadaires et mensuels. Ces organes subirent une persécution constante. Cependant, grâce à une lutte opiniâtre, un peu de lumière put être projeté dans ce pays où l'ignorance est aujourd'hui fort grande en regard de la culture ancienne qui plaça jadis ces régions à la tête d'une civilisation qui s'effondra dans le chaos.

Un important organe anarchiste paraît à Shanghai ; il a pour titre : *Min Feng* (L'avant-garde du peuple) ; dans cette ville paraissent également plusieurs journaux libertaires de moindre importance. Le mouvement est également très riche en livres sur l'Anarchisme. Presque tous les livres et écrits de Kropotkine ont été traduits en langue chinoise, ainsi que beaucoup d'œuvres de Bakounine, Tolstoï, Malatesta, Emma Goldman ; les articles de A. Berkman sur la Révolution russe ont connu également une très grande diffusion.

Au moment de la guerre, les anarchistes de Chine s'efforcèrent d'agir par l'« action directe » qu'ils continuèrent avec une force accrue après la fin de la boucherie mondiale. Durant la période révolutionnaire, en 1927, ils furent les principaux agitateurs et menèrent une intense propagande parmi les travailleurs industriels et les paysans, les incitant à se défendre contre l'asservissement de l'impérialisme et du militarisme.

Les bolchévistes profitèrent eux-mêmes de cette situation et parvinrent à s'emparer du pouvoir dans la province de Hankow. Les anarchistes durent se dresser contre les agissements du gouvernement communiste, dont la dictature devenait intolérable. Trente mille travailleurs secondèrent les anarchistes dans cette lutte, et une nouvelle organisation fut créée sous le nom de Wuchang-Hankow (union des travailleurs de Hankow).

L'union anarchiste des travailleurs des métaux lutta avec succès contre la dictature bolchéviste et pendant un certain temps, l'organisation prit une extension considérable ; malheureusement, par la suite, le mouvement souffrit beaucoup de la défection de nombreux camarades contraints de retourner travailler la terre.

Les anarchistes de Chine donnent le plus grand soin à l'éducation, et la majorité des instituteurs sont anarchistes. A l'académie Li-ta de Shanghai, les principaux professeurs et instituteurs sont anarchistes. A Santung, on trouve parmi les étudiants un grand nombre d'anarchistes. Il existe aussi beaucoup d'associations espérantistes animées par des anarchistes.

En dépit des luttes âpres menées contre les autorités et des persécutions sans nombre des gouvernements blancs ou rouges, les anarchistes font des progrès dans ce pays où les impérialismes saignent sans pitié l'indigène, cobaye idéal pour leurs sataniques expériences.

K. Y.

BROCHURE MENSUELLE A. L. A. R. M.

Nouveautés en français :

Travailleurs, défendons-nous ! 1 fr.
A. Larocque — Paroles de Révolte (dépôt) 2 fr 50
I. Puente — Le Communisme libertaire. . . 1 fr.
K. Liebknecht — Spartacus 1918-19 (dépôt) 2 fr.
Lot des 4 brochures, franco pour la France 5 fr.

Lectures recommandées :

Karl Liebknecht — Lettres du front et de la geôle
Les 4 brochures et le volume, franco pour la France (au lieu de 12 fr.50) 10 francs.

Envoyer commandes et mandats ou timbres à
A. Prudhommeaux, 10 rue Emile-Jamais, Nîmes

Travail typographique exécuté en camaraderie et tirage sur les presses de l'Association Ouvrière « La Laborieuse », 7 rue J. B. A. Godin, Nîmes.

Le Gérant : PAUL ROUSSENG.

Édition régionale (Ouest) du «Flambeau»

Dieu et l'État

II. LA REFORMATION.

« Notre Dieu est un puissant monarque. Il lui faut de nobles, illustres et riches bourreaux : les Princes. » — (Luther. De l'Autorité séculière. 1522).

« Ni l'oppression ni l'injustice n'excusent la révolte. Celui-là seul qui l'a instituée de Ses mains peut détruire et ruiner l'Autorité. Autrement, c'est la rébellion contre Dieu. » — (Luther. Exhortation à la Paix. 1523).

« Le seul moyen de bien traiter le peuple, c'est de le contraindre par la Loi et le Glaive à la piété extérieure, comme on tient les bêtes fauves par les chaînes et la cage. » — (Luther. Contre les prophètes célestes. 1524).

« O Seigneur Dieu, s'il règne un tel esprit parmi les paysans, il est grand temps de les égorger comme autant de chiens enragés. » — (Luther. Contre les Paysans révoltés. 1525).

« Pourquoi montrer aux paysans une si grande clémence ? S'il se trouve des innocents parmi eux, Dieu saura bien les protéger et sauver comme il fit de Loth et de Jérémie. — Si Dieu ne les sauve pas, c'est qu'ils sont tous criminels. Le moindre mal qu'ils aient pu faire, c'est de se taire et de consentir. » — (Luther. Lettre à Amsdorf. 1525).

« Quelques-uns objectent que Dieu ne hait rien de ce qu'il fait. Ce que je puis leur accorder sans préjudice à ce que j'enseigne : à savoir que les réprouvés sont haïs de Dieu, voire à bon droit, parce qu'étant dépourvus de son Esprit, ils ne peuvent apporter que causes de malédictions.

« ...Indignes de réponse sont les propos de ceux qui disent : Dieu est le père de tous. Assurément, la bonne main de Dieu s'étend sur toute la terre, mais Dieu est aussi peu le père des non-élus que celui des chiens et des pourceaux. » — (Calvin. Institution chrétienne).

« La vie réclame deux choses : le poing armé de fer de César et la main de Jésus : César et le Christ. » — (Naumann. Lettres sur la religion).

« La rébellion est passible de mort, car elle est crime et sacrilège en tant que péché contre le gouvernement. »

« Un homme coupable de rébellion est au ban de Dieu et de l'Empereur ; et tout chrétien peut et doit l'égorger comme un chien. »

« Mieux vaut la mort de tous les paysans que celle de quelque prince ou magistrat. »

« Pour toutes ces raisons, chers Seigneurs, déchaînez-vous, sauvez-nous, aidez-nous, ayez pitié de nous infortunés : exterminatez, égorez et que celui qui en a le pouvoir, agisse ! »

« Nous vivons en un temps où les princes peuvent mériter le ciel en versant le sang beaucoup plus aisément que d'autres en priant ! »

« Que le guerrier récite, s'il le veut, le Credo et le « Notre Père », cela suffira. Puis... qu'il tire son épée et frappe dur au nom de Dieu ! » — (Luther. Si les hommes de guerre peuvent être en état de grâce).

Les religions restent le pire obstacle à l'émancipation de la pensée. Elles propagent une conception laide et étriquée de la vie ; elles maintiennent l'humanité dans l'ignorance, dans la terreur abrutissante de l'au-delà, dans la résignation morale et la servitude.

Demandez à la L.I.C.P., 30 rue Joubert, — Paris — le nouveau livre de J. Souvenance : « Un Matricule ? — Non ! Un Homme ». Prix : 10 francs. Franco : 10 fr. 75.



BREST

Conférence Henri Guilbeaux. — Le vendredi 19 octobre, Marcelle Capy devait faire une conférence sur « Les marchands de canons contre les patries » à la Maison du Peuple. Empêchée au dernier moment par la maladie, elle fut remplacée par Henri Guilbeaux.

C'est devant une belle salle que l'orateur, présenté par J. L. Gall qui présidait, après avoir excusé Marcelle Capy, commence son exposé. Il brosse un tableau de la situation mondiale actuelle et dénonce l'influence criminelle de la poignée de grands malfaiteurs qui disposent à leur guise de tous les peuples. Fortement documenté, il stigmatise les gouvernements fantoches menant la pire des politiques au gré des marchands de canons.

Il dénonce avec force l'abominable rôle de la presse, la grande presse pourrie, et ne ménage pas les leaders socialistes et communistes non plus que certains journaux tels que *L'Humanité*, qui, dit-il, « bourrent le crâne » à leurs lecteurs. Il met en relief la « paradoxale » alliance militaire de la Russie bolchévique avec la France impérialiste.

Il soulève quelques murmures chez les communistes présents, lorsqu'il qualifie de duperie la politique du parti communiste français et de son journal. Il met en opposition les membres du parti bolchévick russe — qu'il a fréquenté aux côtés de Lénine au cours de son long séjour en Russie — et ceux des partis communistes occidentaux.

Le secrétaire de la section communiste brestoise réplique à Guilbeaux. Il tente de démontrer que celui-ci fait une besogne de dénigrement contre l'U. R. S. S., en opposant les bolchévicks russes aux communistes occidentaux et en attaquant les méthodes de lutte de ceux-ci et en particulier le journal *L'Humanité*.

Réponse mordante de Guilbeaux qui met le délégué communiste en sérieux embarras, surtout à propos de l'alliance militaire franco-russe.

Très belle conférence éducative, due à la connaissance approfondie de l'orateur en matière de politique internationale. R. MARTIN.

TOURS

UNE CONFERENCE SEBASTIEN FAURE.

Le mercredi 7 novembre, notre vieux camarade Sébastien Faure est venu à Tours pour faire une conférence sur le sujet suivant : « Voulons-nous et pouvons-nous empêcher la Guerre ? »

Dès huit heures, de nombreux auditeurs arrivent, si bien qu'à neuf heures, quand la conférence commence, c'est devant une salle comble.

Inutile entre nous, de présenter notre vieil ami, soit comme conférencier, soit comme écrivain, soit comme militant, Sébastien Faure est assez connu. D'autre part, son sujet est traité d'une magistrale façon, les faits s'enchaînent d'eux-mêmes et de déduction en déduction notre ami en arrive au seul moyen d'empêcher la guerre, « le Désarmement » et à commencer par un pays sans réciprocité, par le « désarmement unilatéral ». Notre camarade démontre que ce n'est pas une utopie, c'est un fait parfaitement réalisable, mettant le pays qui l'accomplirait à l'abri de l'agression et de ce fait aurait le maximum de sécurité.

Aucun contradicteur ne se présenta, mais deux questions assez saugrenues furent posées à notre ami. Il y répondit brièvement, mettant en place leurs auteurs. Puis un camarade, victime des brutalités policières, vint demander que l'on appuie les protestations des dites victimes, ce qui est accepté, puisque ces brutalités eurent lieu à une manifestation antifasciste à laquelle notre organisation participait.

Pour terminer, notre vieil ami, malgré ses 77 ans, nous chanta une de ses dernières créations. « Conseils aux jeunes ».

Une bonne vente de librairie et quelques adhésions, de nombreux sympathisants, tel est le bilan de cette conférence. F. BONNAUD.

Miracles ?

... Il y a intérêt, avant tout, à préciser le sens d'un terme que l'on emploie d'ordinaire comme si sa signification était si claire et si évidente, qu'aucun malentendu ne soit possible.

Ce qu'on entend couramment par miracle, c'est un fait qui sort du cours habituel des événements, un fait qui ne paraît pas susceptible d'être expliqué par le jeu des forces naturelles, mais qui résulte de l'action de forces surnaturelles. Par là, entre dans la qualification d'un fait comme miraculeux, un élément d'appréciation subjective.

Il n'y a pas de faits qui soient incontestablement des miracles ; il y a seulement des faits qui restent provisoirement, au moins, inexpliqués et que certains hommes jugent miraculeux. La qualification de miracle ne pourrait être donnée objectivement à un fait, que par quelqu'un qui aurait la certitude de connaître non seulement toutes les lois de la nature, mais encore toute la multiplicité de leurs combinaisons possibles.

Deux causes principales peuvent conduire à qualifier un fait de miraculeux : la première est qu'il présente quelque chose d'inhabituel et d'inexplicable pour celui qui en est le témoin ; la seconde est que celui qui l'accomplit apparaisse comme un personnage supérieur duquel, en raison de l'ascendant qu'il possède et de l'impression qu'il produit, on est porté à penser qu'il dispose de forces surnaturelles. — (Extrait du livre « La Vie de Jésus », de MAURICE GOGUEL).

Lectures

AMIS, BOYCOTTEZ LA PRESSE MENTEUSE.

On ne dira jamais assez le rôle important de la presse. Mais alors que celui-ci devrait être de renseigner exactement les lecteurs et permettre ainsi aux populations de se faire « une opinion », nous savons combien, au contraire, est infâme cette presse, vendue, archivée aux grandes puissances capitalistes. A ce sujet je me permets de rappeler le suggestif numéro spécial des *Chantiers Coopératifs*, où son directeur G. Valois dénonçait sans ménagements et en les citant, les grands et moyens journaux de Paris et de province, « contrôlés » par le *Comité des Forges*, la *Banque de Paris* et des *Pays-Bas* et l'*Agence Havas*, formidable trinité capitaliste.

Or, si la plupart des travailleurs connaît ces faits, il n'en est pas moins vrai qu'ils continuent à être les lecteurs de l'une ou l'autre de ces feuilles empoisonneuses. Dans notre région, ils prennent leurs informations surtout dans l'un des deux quotidiens *La Dépêche de Brest* ou *L'Ouest-Eclair*. Ils ne sauraient ignorer que ces deux feuilles sont nettement réactionnaires sous une étiquette... républicaine. Les si graves événements qui menacent le monde, la situation économique et politique, sont dénaturés, déformés, truqués à souhait, pendant que les plus grands aventuriers et assassins sont glorifiés. Parmi cette presse, ces deux journaux ne dépareillent nullement la vilaine collection. Comment pourrait-il en être autrement quand on sait que ces deux journaux ont été cités dans le nombre des deux cent-quarante « contrôlés » par l'Agence Havas.

Les travailleurs comprendront-ils enfin, comme le souhaitait Sera dans un article de *La Patrie Humaine* du 23 novembre, qu'ils doivent choisir leurs journaux parmi ceux qui sont indépendants, véritablement libres. Sera cite à ce sujet les deux quotidiens du parti socialiste et du parti communiste. Je ne discuterai pas ici de savoir s'ils disent toute la vérité à leurs lecteurs, mais je puis dire qu'il y a de nombreux journaux hebdomadaires, bi-mensuels ou mensuels dans la presse syndicaliste et libertaire qui, sans avoir le tirage des deux quotidiens cités, peuvent prétendre à bien informer et surtout à mieux éduquer.

Que tous les travailleurs, nos camarades, s'informent et il leur sera facile de se procurer un ou plusieurs de ces journaux amis. Que dès à présent, le boycottage de la presse menteuse, pourvoyeuse de cimetières s'organise. Frappez à la caisse et ne donnez plus votre argent à ceux-là qui nous trompent. R. M.

MONDE NOUVEAU.

de Pierre Besnard

Un livre de documentation considérable qui doit être lu par tous ceux qui aspirent à sortir du chaos actuel.